



Sommaire

Actualité économique :

- Environnement macro-économique : prévisions / prix à la production / commandes / insolvabilités
- Politique budgétaire : frein au prix du gaz / recettes fiscales
- Politiques sociales : accord salarial dans la chimie / apprentissage

Actualité financière :

- Marché financiers : UMC / investissements durables
- Régulation financière : coussin de fonds propres anti-cyclique / valeur hypothécaire
- Banques et assurances : Deutsche Bank

LE CHIFFRE À RETENIR

-0,4 %

Prévision de croissance du PIB allemand en 2023 selon le gouvernement fédéral

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Le [ministère de l'économie et de la protection du climat](#) a présenté le 12 octobre les **prévisions macroéconomiques** d'automne du gouvernement. Il table sur une croissance de +1,4 % en 2022 puis une récession de -0,4 % en 2023, en baisse de 0,8 et 2,9 points de pourcentage par rapport aux projections de printemps. S'agissant de l'inflation, le gouvernement s'attend désormais à un taux de 8 % en moyenne annuelle en 2022 puis 7 % en 2023 (norme nationale), après respectivement 6,1 % et 2,8 % au printemps.

Selon [Destatis](#), les **prix à la production** des produits industriels ont augmenté de 45,8 % en glissement annuel en septembre, après avoir déjà augmenté de 45,8 % en glissement annuel en août. Ce sont les plus fortes hausses jamais constatées depuis le début de l'enquête en 1949.

Selon des données provisoires de [Destatis](#), le stock de **commandes ouvertes dans l'industrie manufacturière** (données en volume cvs-cjo) était en août 2022 de 0,3 % supérieur à celui de juillet 2022. L'industrie manufacturière a ainsi enregistré chaque mois depuis février 2022 un nouveau record de commandes ouvertes depuis le début de la série chronologique en 2015. Outre les coûts élevés de l'énergie, les entreprises industrielles continuent de souffrir des pénuries persistantes de biens intermédiaires.

D'après des calculs de l'Institut de recherche économique de Halle ([IWH](#)), les **insolvabilités d'entreprises** auraient augmenté d'un tiers en septembre en glissement annuel, un taux qui, selon l'institut, devrait poursuivre sa hausse sensible au cours des prochains mois. L'IWH y voit la conséquence de la dégradation générale de la conjoncture et du renchérissement de l'énergie, des salaires, et des crédits.

Politique budgétaire

La [commission gaz et chaleur](#) mise en place par le gouvernement pour réfléchir notamment au dispositif de **frein au prix du gaz** a dévoilé un rapport intermédiaire le 10 octobre. Elle préconise un dispositif en plusieurs étapes chiffré au total à 96 Mrd€ (71 Mrd€ en faveur des ménages et PME, 25 Mrd€ en faveur des entreprises industrielles).

Les **recettes fiscales** ont diminué de 9 % en septembre en glissement annuel, d'après les chiffres du [Ministère fédéral des finances](#), principalement en raison d'une réduction des recettes d'impôt sur les salaires due au versement exceptionnel de la prime forfaitaire pour faire face aux prix de l'énergie, mais aussi en conséquence de la réduction temporaire des taux d'imposition sur l'énergie (rabais à la pompe) de juin à août 2022. Sur les 9 premiers mois de l'année, les recettes fiscales ont toutefois augmenté de **10,1 %** en glissement annuel.

Politiques sociales

L'**accord salarial** conclu par les partenaires sociaux de la chimie prévoit une hausse salariale de 3,25 % au 1^{er} janvier 2023 puis de 3,25 % au 1^{er} janvier 2024 pour les 580 000 salariés de la branche. Ces revalorisations seront complétées par une prime inflation exonérée de charges (sociales et fiscales) à hauteur de 1500 €, qui sera versée au plus tard à la fin janvier 2023 et à la fin janvier 2024. Si le versement de la prime ne peut être retardé, des reports sont aménagés pour la mise en oeuvre de l'augmentation salariale en cas de difficultés de l'entreprise. Le [syndicat](#) IG BCE est satisfait estimant que l'effet généré sur le salaire net (+13 % en moyenne) est supérieur à l'inflation

attendue sur la durée de l'accord (12 % sur 20 mois jusqu'à l'été 2024).

Selon une [étude](#) de l'IAB, des études supérieures ne garantissent pas d'avoir une rémunération (sur l'ensemble de la vie active de 25 ans à 66 ans) qui soit supérieure à celle suivie après un cursus d'**apprentissage** (prolongé par une formation continue); cela dépend des branches d'activité et des métiers.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

La fédération bancaire allemande, [BdB](#), réitère, dans un papier en cinq points, sa revendication concernant la réalisation d'une **union des marchés des capitaux**: modernisation du cadre de la titrisation, harmonisation au moins partielle du droit de l'insolvabilité, modification des règlements MiFIR et CSDR, mise en place de standards (non obligatoires) pour les obligations vertes et adaptation de la régulation des chambres de compensation.

Dans une [étude commune](#), trois ONG ont constaté que quatre grands gestionnaires d'actifs allemands (Allianz Global Investors, Deka Investments, Union Investment et DWS) continuent, en dépit de leurs déclarations d'engagement en faveur du climat, d'investir (13 Mrd€ jusqu'en septembre 2022) dans des entreprises d'énergies fossiles, elles-mêmes en pleine expansion.

Le [ministre des Finances du Land de Bade-Wurtemberg](#), Danyal Bayaz (parti des Verts) a présenté en conseil des ministres du Land un projet de loi sur la nature des placements des actifs du Land (17 Mrd€, dont 10 Mrd€ de fonds de prévoyance): ils devront à l'avenir être placés en respectant des **critères de durabilité** (accords de Paris, taxonomie européenne et « Sustainable Development Goals » des Nations-Unies).

Régulation financière

Le Comité pour la stabilité financière, l'équivalent du Haut Conseil de stabilité financière, l'[AFS](#), confirme la nécessité de maintenir le **coussin de fonds propres contra-cyclique** de 0,75 % (cf. BE n°1/2022) ainsi que le coussin de fonds propres pour risque systémique sectoriel de 2 % des actifs pondérés des risques sur les prêts hypothécaires résidentiels qui s'appliquent aux établissements bancaires à partir du 1^{er} février 2023.

Dans le cadre d'une adaptation du [décret](#) sur l'évaluation de la **valeur hypothécaire** des biens immobiliers, la BaFin a décidé de flexibiliser [le taux de capitalisation](#) (rapport entre les revenus perçus au titre de la location d'un immeuble et sa valeur vénale) en le couplant au rendement des obligations souveraines à 30 ans. Il passera d'un taux fixe minimum de 5 % à un taux pouvant aller de 3,5 à 5,5 % pour l'immobilier résidentiel.

Banques et assurances

L'agence de notation Moody's a relevé d'un niveau toutes les [notes](#) à long terme de **Deutsche Bank** (dans la plupart des cas de A2 à A1 avec perspective stable). Il s'agit de la 4^e hausse consécutive de la notation de la banque au cours des 14 derniers mois.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international